

soutenir la relance qui a suivi la récession de 1981-1982. Depuis, le maintien de la stabilité économique et de la prospérité par la réduction de l'inflation, des taux d'intérêt et des déficits budgétaires est l'une des grandes priorités des sommets économiques.

Étant donné l'importance grandissante accordée, après le Sommet de Tokyo en 1986, à la coordination des politiques économiques par les pays du Sommet, il a été convenu que les ministres des Finances du Canada et de l'Italie se joindraient à ceux des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon pour former le Groupe des Sept (G-7). Les ministres, les gouverneurs des banques centrales et les hauts fonctionnaires des pays du G-7 se rencontrent entre les sommets pour discuter des performances et des politiques économiques de leurs pays, ce qui renforce davantage la coopération économique et monétaire.

Après que l'activité économique eut ralenti dans les pays occidentaux en 1990, l'accent a été mis sur les politiques susceptibles de tonifier et de soutenir la reprise à l'échelle mondiale. En 1992, les pays du G-7 se sont entendus sur la nécessité de procéder à des ajustements de leurs marchés du travail afin de lutter contre le chômage élevé. En 1993, les participants au Sommet de Tokyo ont mis en place une stratégie de croissance globale en vue de créer des emplois. Dans le sillage de cette initiative, les États-Unis ont accueilli à Détroit au printemps de 1994 une Conférence sur l'emploi qui a permis aux ministres des pays du G-7 de procéder à un échange de vues et d'expériences sur les moyens de réduire le chômage et de créer des emplois. La réunion ministérielle de l'OCDE à Paris en juin a été l'occasion de nouvelles discussions à ce sujet.

Les leaders du Sommet discutent régulièrement de questions liées au commerce international. De concert avec ses partenaires, le Canada cherche à libéraliser les marchés mondiaux des biens et services.

À l'initiative du Canada et avec l'appui des États-Unis, les dirigeants ont exprimé pour la première fois, à Tokyo en 1986, leur inquiétude au sujet des subventions et des mesures protectionnistes qui faussent les échanges agricoles mondiaux. En conséquence, lorsque se sont amorcées les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round en septembre 1986, l'agriculture est devenue l'un des grands points d'un ordre du jour ambitieux qui englobait le commerce des biens et des services, l'adoption de nouvelles règles commerciales et la mise en place d'une organisation commerciale multilatérale pour gérer les ententes négociées.

Bien que les questions macroéconomiques et commerciales aient toujours dominé l'ordre du jour des sommets, d'autres grands dossiers y ont aussi occupé une place importante au fil des ans. Les déclarations des dirigeants sur des problèmes internationaux comme le terrorisme, le trafic des stupéfiants et les atteintes aux droits de la personne attirent l'attention de la communauté